



# Les étudiants étrangers en froid avec la France

Malgré le mea culpa du gouvernement, la « circulaire Guéant », qui pénalise les diplômés étrangers, sème le trouble

La « circulaire Guéant » risque de ternir l'image de la France. Ce texte, qui date du 31 mai et tend à limiter la possibilité pour les diplômés étrangers de rester travailler en France, fait des vagues un peu partout dans le monde. « Oui, du mal a été fait », assure Pierre Tapie, président de la Conférence des grandes écoles

(CGE). « Cette affaire a fait énormément de bruit en Inde, au Brésil, en Chine, au Maroc... », alimenté par des diplômés « aigris » par cette sorte de « dépit amoureux » éprouvé à l'égard de la France. Les équipes qui vont recruter à l'étranger pour le compte d'établissements français ont ainsi été « harcelées » sur cette question, rapporte M. Tapie.

Vue de Chine, la position de la France surprend. « Dans la guerre internationale du talent, tout pays qui complique l'obtention de visas pour les étudiants, la possibilité de travailler pendant les études ou de vivre une première expérience professionnelle après le diplôme se tire une balle dans le pied », met en garde John Quelch, doyen de la China Europe International Business School (CEIBS).

Le XXI<sup>e</sup> siècle est souvent présenté comme devant être celui de l'économie de la connaissance. Plus que jamais, c'est le savoir et l'innovation qui créeront la richesse. D'où l'importance d'attirer les meilleurs des 200 millions d'étudiants que devrait compter le monde en 2015. « Ce type de politi-

**« Dans la guerre internationale du talent, tout pays qui complique la possibilité de vivre une expérience professionnelle après le diplôme se tire une balle dans le pied »**  
**John Quelch**  
 doyen de la China Europe International Business School

que restrictive va priver l'Europe des cerveaux dont elle a besoin, craint Patrick Aebischer, président de l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Une grande partie de la Silicon Valley s'appuie sur l'importation des meilleurs chercheurs, par exemple sur ceux qui proviennent des Indian Institutes of Technology et qui font leur doctorat à Stanford ou à Berkeley.

Ces étudiants, futurs chercheurs ou entrepreneurs, s'interrogent aujourd'hui sur les intentions de la France. L'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin en a fait l'expérience, en visitant un salon étudiant à Pékin. « Des étudiants chinois se sont attroupés et m'ont

interpellé sur cette question, alors que j'étais interviewé par des télévisions chinoises », raconte-t-il.

Autre lieu, même perplexité. Il y a quelques semaines, Bernard Ramanantsoa, directeur général d'HEC, fait la promotion de son école lors d'un forum qui se tenait à Moscou, lorsqu'une étudiante l'apostropha : « Que pensez-vous de cette circulaire ? », lance-t-elle.

Au Maroc, des professeurs d'établissements français ont écrit à l'ambassadeur de France, le 14 octobre, pour prévenir de « l'effet désastreux produit au Maroc et en particulier de la consternation des familles ayant choisi de mettre leurs enfants dans les écoles du réseau d'enseignement français ».

Nabil Sebti, 25 ans, est l'un d'eux. Marocain diplômé d'HEC, il est porte-parole du Collectif des étudiants étrangers. Après l'avoir interviewé, le New York Times constate, le 9 novembre : « Le français est leur langue maternelle, ils citent Sartre ou Camus et ont été éduqués dans certaines des écoles les plus élitistes du pays. Pourtant, le durcissement des règles d'immigration par la France vient de forcer plusieurs diplômés étrangers à rentrer en Afrique du Nord, où peu de travail les attend, privant potentiellement le pays d'une main-d'œuvre productive et hautement qualifiée. »

Affolé par le feu de prairie, le gouvernement français distribue des seaux d'eau aux ministres. Le premier ministre a écrit à Pierre Tapie le 22 novembre. Il assure que les étudiants étrangers qui ont obtenu au moins un master en France pourront rester pour une première expérience professionnelle sans que la situation de l'emploi puisse leur être opposée. François Fillon insiste : « Notre objectif est d'attirer les meilleurs étudiants du monde. »

veaux dans les pays d'origine, qui ont souvent besoin de se constituer une classe de cadres ».

Politique de développement, compétition internationale, fort chômage des jeunes en France, campagne présidentielle sur laquelle plane l'ombre de Marine Le Pen... Le gouvernement est sous pression.

Mentionnant « une politique d'immigration maladroite », The Australian pointe ce dernier aspect

**« L'implacable montée de l'extrême droite en Europe n'est plus un sujet purement académique pour les universités d'excellence françaises »**

Article paru le 23 novembre dans « The Australian »

dans un article du 23 novembre : « L'implacable montée de l'extrême droite en Europe n'est plus un sujet purement académique pour les universités d'excellence françaises. » Et le quotidien de Sydney de souligner : « L'approche française est plus qu'une leçon pour l'Australie sur ce qu'il ne faut pas faire. » L'Australie, pourtant, comme d'autres, est confrontée à ces affaires, rappelle ainsi le New York Times, le 13 octobre : « Cette année, plusieurs nations occidentales, dont l'Australie, la Grande-Bretagne et la Suède, ont décidé de restreindre l'accès à leurs universités pour les étudiants étrangers. »

L'affaire de la « circulaire », « c'est du baratin populiste à courte vue », s'emporte William Lawton, directeur de l'Observatoire britannique de l'enseignement supérieur transnational, et cela reflète exactement ce qui se passe au Royaume-Uni. Ici aussi, le gouvernement s'est cru obligé d'annoncer une baisse de l'immigration pendant la campagne électorale de

2010 ». Jusqu'à présent, les diplômés non européens pouvaient rester travailler deux ans, mais « ce droit automatique disparaîtra l'an prochain », précise M. Lawton. C'était, bien entendu, l'un des attraits pour venir étudier ici. Le message envoyé au reste du monde est donc en effet négatif. Dans un autre registre, la recherche américaine avait souffert de l'ère Bush.

Le rétropédalage du gouvernement français suffira-t-il à éteindre le feu ? Sitôt le courrier de François Fillon reçu, les grandes écoles et les universités ont estimé qu'il permettait de « dissiper les malentendus et les inquiétudes ». « S'il est mis en œuvre, la machine va repartir », estime M. Tapie.

Jean-Pierre Raffarin, pourtant très remonté contre cette « stratégie internationale absurde » relevant de la « démondialisation », veut croire que « cela peut se corriger ». Il recommande d'« être plus subtil dans la communication. Il faut être sévère avec l'immigration illégale à condition d'accepter celle qui est légale. Et les étudiants sont au cœur de celle-ci ».

Mais c'est en réalité les statistiques sur le nombre d'étudiants étrangers qui diront si le mal est durable ou curable. « A ce stade, je pense que le mal n'a pas encore été fait en France », estime Della Bradshaw, journaliste au Financial Times, contrairement au Royaume-Uni, où les candidatures en MBA ont plongé cette année. »

En attendant, le Canada peut se frotter les mains. Le pays cherche à garder les jeunes qui viennent étudier sur son territoire, rappelle M. Lawton. « Et le Canada, dit-il, est évidemment très bien placé pour accueillir des étudiants étrangers francophones qui cherchent une destination accueillante pour suivre des études de qualité. » Ainsi, dans les cours qu'il donne au Québec, Jean-Pierre Raffarin a beaucoup d'étudiants maghrébins. « Entre une administration canadienne accueillante et une administration française un peu fermée, ils font vite le choix », précise-t-il. ■